

[Texte]

One of the points that was made in the Minister's opening statement concerned some of your discussions—in informal discussions I believe you said—with your provincial counterparts. You indicated also that we have set up some pilot projects for day care at the federal level. Has there been any discussion or suggestion by some of your provincial counterparts concerning the setting up of something similar to that at the provincial level?

Mr. McLean: That is a good question. Maybe my officials could answer that. They may know of provincial models.

Ms Louise Holmes (Deputy Co-ordinator, Status of Women Canada): The discussions that have been held between federal, provincial and territorial Ministers have been both informal and private, since all Ministers share the same role. Provinces have not contributed that kind of information to us. The kind of information they are prepared to exchange is on funding, which they feel is a matter where the federal government has responsibility. The rest is their affair, they feel.

Mr. Nicholson: Let me ask you a little bit then about the pilot projects undertaken by the federal government. What stage are they at now? Are some of them ongoing? Are they located here in Ottawa or in some of the other centres across the country?

Ms Holmes: They are not all located in Ottawa. If one includes Hull, then most of them are in this area. To my knowledge, there is one in Toronto with the Ministry of the Environment. All the projects that exist are at the evaluation stage. Treasury Board is doing an assessment and evaluation before any further projects are undertaken or decisions made.

Mr. Nicholson: I see. Do you have any idea when those evaluations might be ready or available for this committee?

Ms Holmes: No, we do not.

Mr. Nicholson: I think it would be very interesting to have them before this committee.

Mr. McLean: I would think, as I said in my comments, that information, which is now being prepared in evaluation, may be very helpful to your discussion, if we look at governments at both levels in the country as major employers. There is the question, as in so many other areas, of government leadership and the kinds of models that may work and be suggested.

When we opened a child care service for Members of Parliament and their staff—that was several years ago—most of the staff could not afford to use it. Therefore, the people who I felt needed it most . . . A member's staff is paid modestly and, in a number of cases, she or he is a single parent. Here was a service, right at the back door of the Confederation Building, but regrettably the kind of people who needed the

[Traduction]

Dans sa déclaration préliminaire, le ministre a parlé de discussions officielles avec ses homologues provinciaux. Il a également mentionné que des projets pilotes ont été mis sur pied au niveau fédéral dans le secteur de la garde des enfants. Au cours de vos discussions avec vos homologues provinciaux, a-t-il été question de mettre sur pied des projets semblables au niveau provincial?

M. McLean: C'est une bonne question, et je vais demander à mes fonctionnaires d'y répondre. Ils ont peut-être entendu parler de projets provinciaux dans ce domaine.

Mme Louise Holmes (coordonnatrice adjointe, Condition féminine Canada): Les discussions qui ont eu lieu entre les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux avaient un caractère officiel et privé, étant donné que tous les ministres jouent le même rôle. Les provinces ne nous ont pas fourni des informations à ce sujet, le seul domaine dans lequel elles se disent prêtes à échanger des données étant le financement dont le gouvernement fédéral détient, à leur avis, une certaine part de responsabilité. Quant au reste, elles estiment que cela ne regardent qu'elles.

M. Nicholson: Dans ce cas, j'aimerais que vous me donniez plus de précisions sur les projets pilotes qui ont été mis sur pied par le gouvernement fédéral. Où en sont-ils? Certains fonctionnent-ils déjà? Où ont-ils été mis sur pied, à Ottawa, dans d'autres villes?

Mme Holmes: La plupart d'entre eux ont été mis sur pied à Ottawa, si l'on considère que Hull en fait partie, mais il y en a un autre, je crois, à Toronto, au ministère de l'Environnement. Tous ces projets n'en sont qu'à l'étape de l'évaluation que le Conseil du Trésor a la responsabilité de mener à bien avant que l'on puisse décider de lancer d'autres projets ou de prendre quelque autre initiative que ce soit.

M. Nicholson: Je vois. Savez-vous quand ces évaluations seront terminées et s'il serait possible de les faire parvenir à notre Comité?

Mme Holmes: Nous n'en avons aucune idée.

M. Nicholson: C'est un document qui serait pourtant très intéressant.

M. McLean: Comme je le disais tout à l'heure, les informations nécessaires à la préparation de ces évaluations vous seraient certainement très utiles au cours de vos délibérations, d'autant plus que les deux paliers de gouvernement sont aussi de gros employeurs. Il y a bien sûr, comme dans beaucoup d'autres secteurs, la question de l'initiative que doit savoir prendre le gouvernement et celle des différents types de modèles qui seraient possibles.

Il y a quelques années, lorsque nous avons ouvert une garderie à l'intention des enfants des députés et de leur personnel, la plupart des membres de ce personnel n'avaient pas les moyens de payer des tarifs aussi élevés . . . Or, c'était sans doute eux qui en avaient le plus besoin. En effet, ils ont un salaire modeste et, dans bien des cas, ils sont le chef d'une famille monoparentale. Ainsi, le service qui avait été mis sur pied dans l'immeuble même de la Confédération était beau-